

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>1</i>

Maître d'Ouvrage
MINISTERE DES ARMEES



***PLAN GENERAL DE COORDINATION DE
SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE
(PGC SPS)***

***NOUMEA : – BASE NAVALE DE CHALEIX
Travaux de la darse Manœuvre***

<i>1/10/2025</i>	<i>M. CABRERA Michael</i>			<i>0</i>
<i>Date</i>	<i>Rédigé par</i>			<i>REV.</i>

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>2</i>

DIFFUSION DU PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE



NOMS	ADRESSES
Maitre d'ouvrage ETAT – MINISTERE DES ARMEES	Section Maitrise d'œuvre interne BP 38 – 98843 NOUMEA Cedex
Diffusion : Toutes les Entreprises. Au moment de la remise du dossier de consultation par le Maître d'Ouvrage	

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	3

SOMMAIRE

Table des matières

CHAPITRE 0 – PREAMBULE	5
CHAPITRE 1 – RENSEIGNEMENT D'ORDRE ADMINISTRATIF.	6
2 – LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE	11
2.1- TABLEAU RECAPITULATIF DES MOYENS MIS EN COMMUN.....	11
2.3 CONDITIONS D'ACCES AU CHANTIER	19
2.4 ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER	26
3 - MESURES PRISES PAR LE COORDONNATEUR SANTE SECURITE.....	27
3.1 - PROTECTIONS COLLECTIVES	27
3.2 - LES MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	27
3.3 - INSTALLATION ÉLECTRIQUE.....	28
3.4 - TÉLÉPHONE DE CHANTIER	29
3.5 - CIRCULATIONS HORIZONTALES	29
3.5.1.1 Voies de circulation des véhicules et engins dans le chantier.....	29
3.5.1.2 Voies piétonnes dans le chantier (Entreprise Extérieure et Utilisateur)	29
3.6 - CIRCULATIONS VERTICALES	29
3.7 - CONDITIONS DE MANUTENTIONS.....	29
3.8 - ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE	29
3.9 - CONDITIONS DE STOCKAGE ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS NON DANGEREUX.....	30
MATIÈRES ET SUBSTANCES DANGEREUSES	30
3.12 PLATES-FORMES DE TRAVAIL	31
3.13 ÉCHELLES, ESCABEAUX ET MARCHEPIEDS	31
3.14 CARENCE D'UNE ENTREPRISE	31
3.15 PROTECTIONS CONTRE LES NUISANCES DUES A LA POUSSIÈRES	31
3.16 PROTECTIONS CONTRE LE RISQUE D'INCENDIE.....	31
3.18 RESPONSABLE SECURITÉ	32
3.19 CAMIONS ET ENGINS DE CHANTIER.....	32
3.20 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	32
3.21 TRAVAIL « ISOLÉ ».....	32
3.22 ÉQUIPEMENTS DE PROTECTIONS INDIVIDUELLES (E.P.I.)	33
4 INTERFÉRENCES AVEC LES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	34
5 - MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT.....	35
5.1 VOIES ET RÉSEAUX DIVERS	35
5.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	35
5.3 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	35
6 - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES SECOURS	36
6.1 - ORGANISATION DE LA PROTECTION INCENDIE	36
6.2 - DISPOSITIONS RELATIVES EN CAS DE TRAVAILLEUR « ISOLÉ »	37
6.3 - ORGANISATION DES SECOURS	37

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>4</i>

6.4 - SECOURISME ET PREMIERS SECOURS.....	38
6.5 - AFFICHAGE DES NUMÉROS D'URGENCES	38
MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS.....	38
AUTORITÉ	38
7.1.1 Obligations du Coordonnateur SPS.....	38
7.1.2 Moyens et autorité du Coordonnateur Santé Sécurité donnés par le Maître d'Ouvrage...38	
7.2 - OBLIGATIONS DES INTERVENANTS EN MATIÈRE DE SANTE SECURITE.....	39
7.3 - MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES	40
8 - VISA DE L'ENTREPRISE	43

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>5</i>

Chapitre 0 – préambule

1. Objet :

- ✓ L'objet du P.G.C. est d'informer tous les intervenants du chantier des différentes mesures générales prises pour prévenir les risques découlant de l'interférence des activités de ces différents intervenants (co-traitants & sous-traitants) sur le chantier ou de la succession de leur activité lorsqu'une intervention laisse subsister, après son achèvement, des risques pour les autres entreprises.

2. Diffusion :

- ✓ Le P.G.C. est remis par le Maître d'Ouvrage aux entreprises titulaires lors de la signature du marché.
- ✓ Le P.G.C. tenu sur le chantier, peut être consulté par les représentants des organismes suivants Inspection du Travail, par le médecin du travail, les membres des Comités d'Hygiène de Sécurité et des conditions de travail ou à défaut, les délégués du personnel appelés à intervenir sur le chantier.
- ✓ L'Entrepreneur qui fait exécuter tout ou partie des travaux par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du P.G.C., et les informer des modifications de ce plan.
- ✓ L'Entrepreneur ou le sous-traitant qui fait intervenir sur le chantier des travailleurs indépendants, doit les informer qu'ils sont soumis aux règles de prévention vis à vis d'eux-même et des autres personnes intervenant sur le chantier.

3. Evolution :

- ✓ Le P.G.C. est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail, les modifications correspondantes sont portées à la connaissance des entreprises.
- ✓ Le P.G.C. intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant les P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) établis par les entreprises ou d'autres plans de prévention qui seraient nécessaires.

4. Conservation :

- ✓ Le P.G.C., tenu sur le chantier est conservé par le Maître d'Ouvrage pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>6</i>

Chapitre 1 – Renseignement d’ordre administratif.

MAITRE D'OUVRAGE

ETAT – MINISTERE DES ARMEES

CONDUITE D'OPERATION

DID/Divisions Projets/Section Conduite d’opérations

MAITRISE D'ŒUVRE/BET

ITCE SARL

COORDONNATEUR SECURITE ET SANTE



Cabrera Santé Prévention & Sécurité
45 rue boucle Fayard – Dumbéa Rivière 98835
Ridet : 1 314 194.001
Tel : 89 21 71

Organismes de prévention

Inspection du travail : IMMEUBLE GALLIENI - 12 RUE DE VERDUN
BP - 141 - 98 845 NOUMEA CEDEX

Tel : (687) 27 55 72

CONTROLEUR TECHNIQUE :

Non communiqué

Liste des concessionnaires de réseaux

EEC / CDE

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>7</i>

Eau

Pour les besoins du chantier et avant tout début d'intervention, le titulaire mettra à la disposition de l'ensemble de ses intervenants, une installation provisoire d'eau potable pour les besoins du chantier.

L'installation provisoire sera réalisée sur l'arrivée indiquée par le maître d'ouvrage, un compteur provisoire sera mis en place ainsi qu'un relevé contradictoire avec le maître d'œuvre. Une facturation sera faite par la DID.

Électricité

En complément du CCAP, les préconisations suivantes sont applicables.

Pour les besoins du chantier et avant tout début d'intervention, le titulaire, aura à sa charge les alimentations et comptages provisoires d'électricité nécessaires à la bonne marche du chantier par la mise en place d'une installation électrique provisoire de chantier, alimentée en basse tension et protégée au niveau de l'utilisation par disjoncteurs différentiels à haute sensibilité (30 mA).

Le coffret sera raccordé en aval du disjoncteur général situé dans le local électrique à proximité un compteur provisoire sera mis en place ainsi qu'un relevé contradictoire avec le maître d'œuvre.

Une facturation sera faite par la DID.

La prestation prévoira également le démantèlement de cette installation à l'issue des travaux.

Services extérieurs concernés par les travaux

BASE CHALEIX

ORGANISMES DE SECOURS

SAMU	15
POMPIERS	18
POLICE SECOURS	17

POUR LES TELEPHONES PORTABLES FAIRE LE

18

Attention !

**N'utiliser le téléphone portable qu'après s'être assuré de sa propre sécurité
(en appel et aussi en réception d'appel)**

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	8

Mesures d'organisations générales du chantier arrêtées

Connaissance du milieu

Situation de l'opération

BASE CHALEIX / NOUMEA



Voies en exploitation :

Les travaux se dérouleront sur un terrain militaire à accès contrôlé.

Les entreprises seront soumises au règlement particulier et horaires en usage sur ce terrain dans les conditions sont énoncées au CCAP ainsi qu'aux règles de circulation intérieure édictées par le chef d'emprise du site militaire.

La zone étant occupées par les personnels de la base militaire, toutes les mesures doivent être prise pour protéger l'utilisateur des risques exportés par l'opération, et ce à tout moment.

Réseaux :

Les ouvrages de transport ou de distribution, des réseaux (électricité, télécommunications) sont présents sur le site.

Pour la réalisation des travaux, l'entreprise devra prendre contact avec les services technique de la défense, ainsi que l'ensemble des concessionnaires si nécessaire.

PGC SPS BASE NAVALE CHALEIX / TRAVAUX DE LA DARSE MANOEUVRE
CABRERA SPS

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	9

Risque Amiante

Le référentiel réglementaire de Nouvelle-Calédonie

La réglementation de Nouvelle-Calédonie en matière de prévention du risque amiante, applicable aux travaux objets du présent rapport, est composée des textes suivants :

- Délibération n° 82 du 25 août 2010 relative à la protection des travailleurs contre les poussières issues de terrains amiantifères dans les activités extractives, de bâtiment et de travaux publics.
- Arrêté n° 2010-4553/GNC du 16 novembre 2010 pris pour l'application de la délibération relative à la protection des travailleurs contre les poussières issues de terrains amiantifères dans les activités extractives, de bâtiment et de travaux publics.
- Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.
- Délibération de la commission permanente n° 211/CP du 15 octobre 1997 relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- Recueil technique amiante : prendre en compte l'amiante dans les opérations de bâtiment et de travaux publics (DTE NC, 2018)

Les diagnostics de repérage d'amiante

Dans l'attente des résultats du diagnostic amiante et plomb avant travaux :

Si le retour est positif :

Dans le cadre de la mission décrite, **s'il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.** Tous travaux destructif, (perçement, ponçage, démontage, carottage ou autre) sur les zones repérées amiantées devront être réalisées en **Sous-section 4 (métropole)** et ce, en étanchéité totale par rapport aux co-travailleurs et aux co occupants.

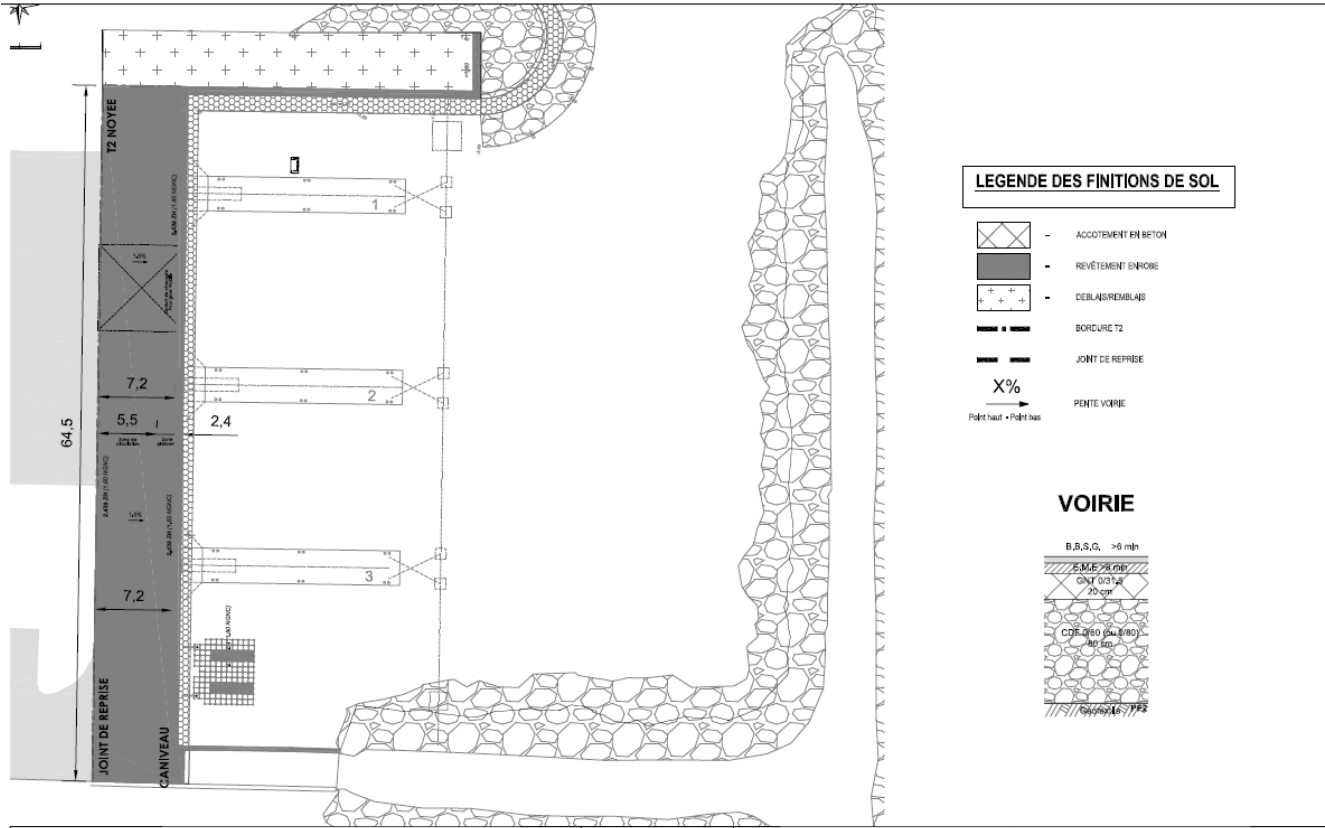
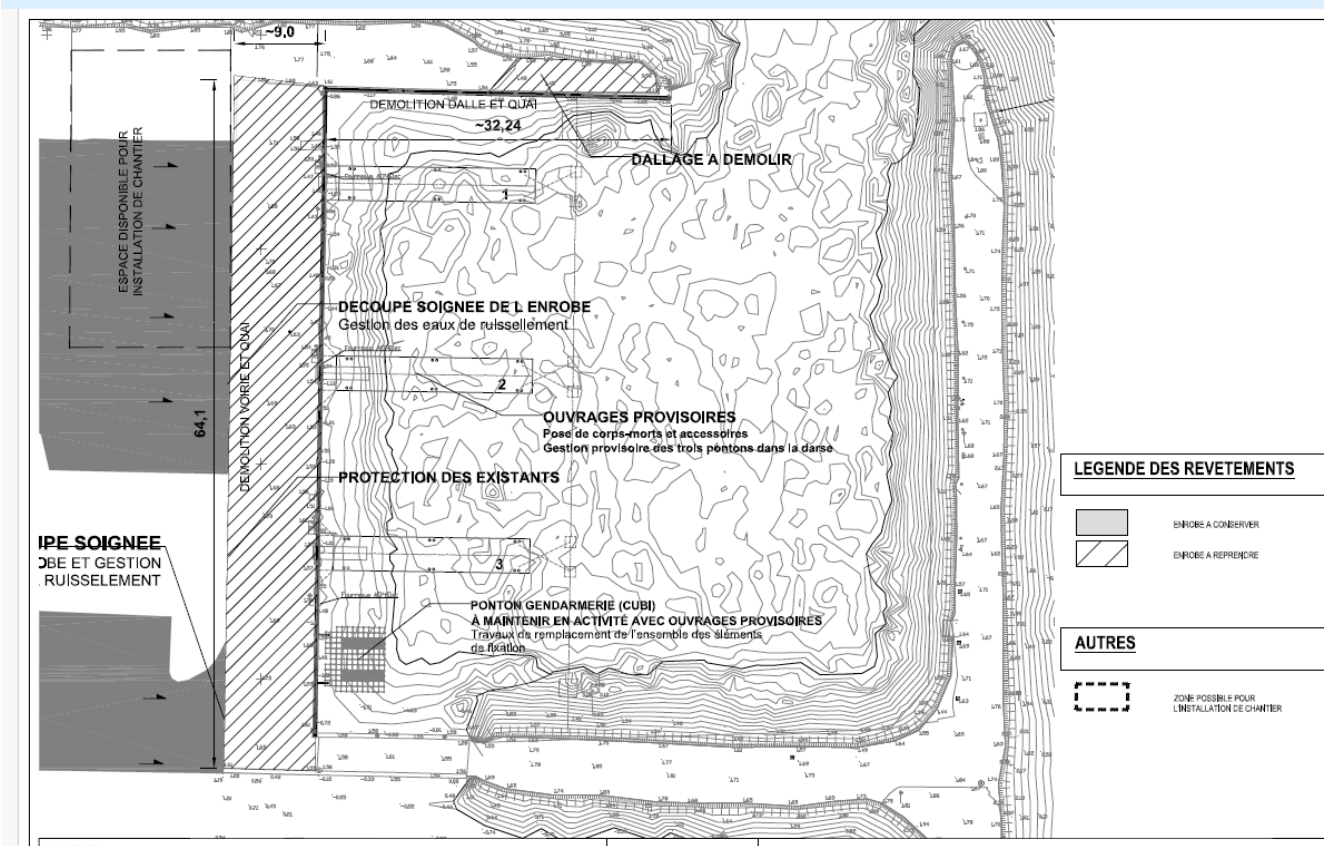
Toute intervention entrant dans ce cadre imposera la fourniture préalable d'une note méthodologique soumise à approbation du CSS, du maître d'œuvre.


Tous travaux de retrait doit être réalisé en Sous Section 3

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX

LES TRAVAUX SONT PREVUS EN 1 PHASE SUIVANT LE PLANNING DU MAITRE D'OEUVRE

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	10



<div> <div>  <div> <div>MINISTÈRE</div> <div>DES ARMÉES</div> </div> </div> <div> Liberté Égalité Fraternité </div> </div>	DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE DE NOUMEA CASERNE GALLY-PASSEROSC 2 RUE OLRY - BP 38 - 98843 NOUMEA CEDEX NOUMEA (98) - BASE NAVALE CHALEIX - ILOT BRUN - DARSE MANŒUVRE - TRAVAUX DE CONFORTEMENT	N°: VRD-01		PRINCIPE MUR DE QUAI		
		DATE: 30/09/2025	DATE	REVISIONS	INDICE	PAGE
		ECHELLE : 1/300	09/2025	Diffusion	0	08

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	11

1.6.2 Organismes de tutelle

DIRECTION DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

12, rue de Verdun
98800 NOUMEA
Tél : 27-55-72

CAFAT - SERVICE PREVENTION

Immeuble« le Botticelli » – Rue Alma
98800 NOUMEA
Tél : 24-50-07

SERVICE MEDICALE INTERENTREPRISES DU TRAVAIL

2, rue Martial Danton - Normandie
98800 NOUMEA
Tél : 35-23-52

1.6.3 Numéros de téléphone en cas d'urgence

- SAMU : 15
- POMPIERS : 18
- CENTRE HOSPITALIER MEDIPOL : 25 66 66
- GENDARMERIE ou POLICE : 17
- EEC : 46-36-36 (Standard 24/24)
- CDE : 41-37-37

2 – LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE

2.1- TABLEAU RECAPITULATIF DES MOYENS MIS EN COMMUN (NON EXHAUSTIF)

<i>Dispositions</i>	<i>Exécuté par</i>	<i>Dépenses de fonctionnement et maintenance</i>
Clôture et portails de chantier (terrestres et maritimes)	Lot unique	Lot unique
Maintenance des clôtures et portails tout au long de l'opération (terrestres et maritimes)	Lot unique	Lot unique
Voies d'accès et circulation de chantier	Lot unique	Lot unique
Maintenance des voies d'accès et de circulation dans le chantier	Lot unique	Lot unique
Dispositif physique pour la gestion du risque requin en travaux sous marin	Lot unique	Lot unique
Panneau de chantier	Lot unique	Lot unique
Gestion du flux de voirie et piétons sur l'emprise du chantier du domaine militaire	Lot unique	Lot unique
Mise en place et maintiens d'un cheminement piéton sécurisé	Lot unique	Lot unique

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	12

Baches anti pollutions	Lot unique	Lot unique
Gestion, sécurisation et maintiens des entrées charretières	Lot unique	Lot unique
Signalisation et signalétique de chantier	Lot unique	Lot unique
Cantonnement et salle de réunion	Lot unique	Lot unique
Branchements provisoires de l'eau, y compris abonnement et compteur	Lot unique	Lot unique
Protections collectives provisoires	Lot unique	Lot unique
Benne à ordures	Lot unique	Lot unique

2.2 – PRINCIPE D'INSTALLATION DE CHANTIER SUGGERE

Extrait CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Installation de chantier (base vie-clôture-signalisation)

Installation générale de chantier et pour toutes sujétions

Outre ses propres installations et matériels (grues, bungalows, stockages, engins, etc.), le titulaire du présent marché exécutera :

- ☒ *les prestations prévues au CCAP,*
- ☒ *ainsi que les prescriptions complémentaires précisées ci-après.*

Une zone spécifique, située au niveau du parking à proximité du quai, est réservée à l'opération d'environ 500m².

L'entreprise devra organiser et implanter ses installations dans les limites exclusives de cette emprise, sans empiéter sur les zones voisines, et en maintenant en permanence la libre accessibilité et le fonctionnement normal des bâtiments attenants.

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	13



L'Entreprise établira un Plan d'Installation de Chantier (PIC) détaillant :

- ☒ *la localisation des bases vie, zones de stockage, accès et circulations internes,*
- ☒ *l'implantation des clôtures, portails et panneaux de signalisation,*
- ☒ *l'emplacement des branchements provisoires et des dispositifs de sécurité.*

Ce PIC sera soumis pour validation préalable au Maître d'ouvrage, en concertation avec le Maître d'œuvre, avant toute mise en place effective des installations.

Toute modification ultérieure du PIC, rendue nécessaire par l'avancement des travaux ou par des contraintes de site, devra faire l'objet d'une nouvelle validation.

L'entreprise est tenue :

- ☒ *d'assurer la protection et la conservation de ses ouvrages et installations jusqu'à la réception des travaux,*
- ☒ *de réaliser, sur demande du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre, des ouvrages témoins,*
- ☒ *de veiller à la propreté, à la sécurité et au maintien en état de fonctionnement des accès et circulations durant toute la durée du chantier.*

Clôture de chantier

Le site dispose déjà d'une clôture périmétrique et se situe en milieu sécurisé. Toutefois, afin de garantir une séparation effective entre les zones de travaux et les zones de circulation du personnel ainsi que des tiers autorisés, l'Entrepreneur devra implanter, à l'intérieur de la zone réservée, une clôture générale de chantier accompagnée d'un portail d'accès spécifique

Tout au long du chantier, l'Entrepreneur devra assurer la gestion continue de l'organisation logistique.

La zone d'intervention devra être isolée des zones d'activités par :

- ☒ *un balisage et une clôture grillagée galvanisée amovible d'une hauteur minimale de 2,00 m, équipée de bâches occultantes légères, installée sur poteaux galvanisés ou bois avec massifs supports adaptés ;*
- ☒ *Un portail d'accès facilement manœuvrables (adaptée au gabarit des véhicules), pourvus en tant que de besoin d'une signalétique adaptée pour la sécurité du public, ensembles fermant à clé.*
- ☒ *un portail d'accès manœuvrables, dimensionnés pour le passage des véhicules, munis de dispositifs de fermeture à clé (ou à code) et dotés d'une signalétique de sécurité appropriée ;*
- ☒ *des panneaux d'affichage mentionnant les zones de stockage, les cheminements et l'identification des zones de travaux.*

Cette clôture spécifique au chantier pourra évoluer selon l'avancement des travaux, mais devra rester en place pendant toute la durée de l'opération.

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	14

Les panneaux de signalisation seront fournis en nombre et dimensions conformes aux prescriptions du Maître d'ouvrage.

Font partie de cet article :

- ☒ *l'établissement d'un plan d'implantation des clôtures et accès, intégré au PIC et soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage ;*
- ☒ *l'entretien régulier et la réparation des clôtures, portails et panneaux pendant la durée du chantier ;*
- ☒ *la dépose/repose des clôtures provisoires gênantes pour les travaux en limite de parcelle ;*
- ☒ *la démolition, l'évacuation et la remise en état complète des lieux en fin de chantier*

Locaux de chantier

Les locaux nécessaires au chantier (bureaux, stockage, base vie, sanitaires, etc.) seront implantés dans les limites de l'emprise réservée.

Leur implantation et organisation seront définies par l'Entrepreneur dans son P.I.C.

Chaque entreprise est responsable de ses propres locaux et installations, sous sa charge exclusive.

Un bureau général de chantier sera réalisé par le titulaire du présent marché et mis à disposition de l'ensemble des entreprises. Ce bureau devra :

- ☒ *être équipé d'un mobilier adapté aux besoins de gestion et de réunion du chantier pour 10 personnes minimum*
- ☒ *être climatisé, équipé d'un éclairage et prises électrique, de bancs, tables, un tableau blanc effaçable à sec, 2 panneaux d'affichage en liège suffisamment grand.*
- ☒ *comporter une armoire sécurisée destinée au stockage des échantillons, documents contractuels et du dossier de chantier.*
- ☒ *protégé de la poussière et nettoyé régulièrement.*

Blocs sanitaires

L'Entrepreneur devra installer, entretenir et maintenir en état de fonctionnement des sanitaires conformes à la réglementation en vigueur (Code du travail de Nouvelle-Calédonie). Ces installations comprendront au minimum :

- ☒ *des toilettes chimiques ou raccordées au réseau (en nombre suffisant et séparées par sexe si nécessaire),*
- ☒ *un point d'eau avec dispositif de lavage des mains,*
- ☒ *des équipements adaptés pour assurer l'hygiène et la propreté des travailleurs.*

Les sanitaires devront être nettoyés régulièrement et maintenus en permanence en état de salubrité.

Eau potable

Une fontaine d'eau potable, ou tout dispositif équivalent, sera disponible en permanence sur le chantier.

Déchets / propreté

L'Entrepreneur devra mettre en place des conteneurs spécifiques destinés aux déchets ménagers

Ces conteneurs seront distincts de ceux prévus pour les gravats, déchets de chantier ou déchets dangereux. L'Entrepreneur assurera leur entretien régulier, leur vidage et leur évacuation vers une filière agréée, de manière à maintenir le chantier en parfait état de propreté.

Panneau de chantier

Un panneau d'identification sera mis en place par le titulaire du présent marché, dès l'ouverture du chantier.

Ce panneau devra être conforme au modèle prévu par la réglementation et aux prescriptions du CCAP Travaux. Il mentionnera à minima :

- ☒ *le Maître d'œuvre,*
- ☒ *l'Entreprise titulaire du marché,*

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	15

- ☒ l'intitulé de l'opération,
- ☒ la date d'ouverture du chantier.

Le panneau sera implanté à l'entrée du chantier, dans un emplacement validé par le Maître d'œuvre, et devra être visible du public.

Ses dimensions minimales seront de 2,40 m × 2,40 m, sauf décision contraire du Maître d'ouvrage.

Sont compris : supports et sujétions liées aux vents.

Signalisation de chantier

L'Entreprise assurera la fourniture et la pose des panneaux de signalisation nécessaires (interdiction d'accès, circulation interne, panneau de danger, chantier interdit au public, port du casque et des chaussures de sécurité obligatoires, boissons alcoolisées interdites, etc.), qu'elle maintiendra en bon état jusqu'à la réception des travaux.

*Toutes les signalisations et dispositifs mis en place devront être **solidement lestés, fixés ou ancrés**, de manière à résister aux vents violents.*

Branchements provisoires (eau, électricité, assainissement)

L'Entrepreneur du présent marché exécutera, ou fera exécuter à sa charge, l'ensemble des branchements provisoires nécessaires aux besoins du chantier, à savoir :

- ☒ alimentation en eau,
- ☒ assainissement (égouts, eaux usées),
- ☒ électricité (force motrice, éclairage provisoire).

*Préalablement au démarrage des travaux, l'Entrepreneur prendra contact avec les **gestionnaires de réseaux** désignés par le Maître d'ouvrage afin de mettre en service les branchements provisoires et, le cas échéant, de procéder à la mise en place des compteurs nécessaires*

Font partie intégrante de la prestation :

- ☒ les branchements, compteurs et raccordements des installations,
- ☒ l'ensemble des réseaux de distribution provisoires (eau, assainissement, électricité),
- ☒ les candélabres et luminaires temporaires,
- ☒ l'entretien, la maintenance et le contrôle périodique de ces installations pendant toute la durée du chantier.

Ces installations resteront en service tant qu'elles seront nécessaires à un corps d'état quelconque, dans les limites du délai contractuel augmenté des éventuelles prolongations justifiées (intempéries, sujétions admises).

Les frais liés aux branchements provisoires (mise en service, consommation, entretien, dépose) sont intégralement compris au présent marché.

En complément, l'Entrepreneur du présent marché assurera à sa charge :

- ☒ l'achat, l'installation et le maintien en service d'un téléphone de chantier (fixe ou mobile selon disponibilité du réseau),
- ☒ la mise en conformité de toutes les installations provisoires avec la réglementation en vigueur (normes électriques, prescriptions de la Direction de l'Énergie et de l'Office des Eaux en Nouvelle-Calédonie, Code du travail local),
- ☒ la mise en place des dispositifs de sécurité et de protection (tableaux électriques provisoires, disjoncteurs différentiels, prises protégées, canalisations protégées contre les chocs et infiltrations d'eau),
- ☒ la dépose et l'évacuation de l'ensemble des installations provisoires en fin de chantier, avec remise en état des lieux.

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	16

Nettoyage des salissures sur voies

L'Entrepreneur devra installer, en nombre suffisant, des dispositifs de nettoyage des roues des véhicules quittant le chantier ou empruntant les voies de desserte.

Ces dispositifs devront être maintenus en parfait état de fonctionnement, et tous les véhicules seront tenus de les utiliser avant de rejoindre la voirie publique.

Les eaux de lavage seront collectées et dirigées vers une fosse de décantation des boues, à la charge de l'Entrepreneur, avant tout rejet éventuel dans le réseau public, conformément à la réglementation en vigueur.

Aucun rejet direct de boues, hydrocarbures ou polluants ne sera toléré dans le milieu naturel.

En cas de manquement à cette prescription, le Maître d'Œuvre pourra faire exécuter le nettoyage des voies aux frais de l'Entreprise titulaire.

Aucun arrêt ou retard de chantier imposé par les autorités administratives en raison de nuisances (salissures, boues, poussières) ne pourra donner lieu à une prolongation des délais d'exécution ni à indemnité.

L'Entreprise sera seule responsable vis-à-vis du Maître d'ouvrage, des riverains et des autorités administratives de toute nuisance, sanction ou dommage lié aux salissures ou à un défaut d'entretien. Aucun arrêt des travaux qui serait imposé par les services administratifs pour cause de nuisance ne donnera lieu à prolongation des délais.

Entretien des voies d'accès au chantier

Les conditions d'utilisation et d'aménagement des voies d'accès au chantier sont établies par l'Entreprise et soumises au visa du Maître d'ouvrage avant le démarrage des travaux.

Un état des lieux contradictoire des voies et plateformes sera réalisé avant le démarrage du chantier et servira de référence pour leur remise en état en fin d'opération.

Pendant toute la durée des travaux, le titulaire du présent marché assurera :

- ☒ *l'entretien courant, le reprofilage et la remise à niveau des voies et plateformes utilisées pour le chantier et ses installations,*
- ☒ *la sécurité et la protection de la circulation des personnes et véhicules,*
- ☒ *la remise en état complète des voies et plateformes en fin de chantier.*

Les voies publiques extérieures demeurent sous la responsabilité des autorités compétentes.

Toutefois, l'Entreprise restera responsable des dégradations ou salissures causées par ses engins et véhicules sur ces voies, et devra assurer leur remise en état à ses frais.

Gestion des eaux de ruissellement, eaux provisoires et protection des talus

En l'absence d'exutoire existant, toutes les eaux de ruissellement du chantier sont naturellement dirigées vers la mer. Elles devront être captées, gérées et traitées par l'Entreprise afin d'éviter tout rejet direct de matières en suspension ou de substances polluantes.

Pendant toute la durée des travaux, l'Entreprise mettra en œuvre les dispositifs suivants :

*fossés ou rigoles de crête provisoires pour canaliser les écoulements,
bassins de décantation/rétention ou dispositifs équivalents, régulièrement entretenus et curés,
filets ou barrages anti-MES (rideaux filtrants, flottants selon les conditions de marée et de courant),
pompes de capacité adaptée, avec possibilité de pompage/vidange pour maîtriser les volumes collectés et s'adapter aux variations de niveau,
clapets anti-retour ou systèmes équivalents pour éviter tout refoulement lors des marées hautes,
dévoisement provisoire des canalisations, le cas échéant.*

L'Entreprise assurera l'entretien régulier et le curage de l'ensemble de ces dispositifs, ainsi qu'un contrôle systématique après chaque épisode pluvieux, marée exceptionnelle ou houle significative.

Tout rejet direct non contrôlé vers la mer est interdit.

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	17

Dans le cadre des travaux réalisés en bord de mer, l'Entreprise devra également prévoir toutes les dispositions nécessaires pour limiter l'érosion des talus, due au ruissellement pluvial, aux variations de marée et aux effets de houle ou de clapot. À titre indicatif, les solutions suivantes pourront être mises en œuvre, seules ou combinées :

- ☒ *géotextiles anti-érosion, matelas filtrants,*
- ☒ *enrochements provisoires, sacs de sable ou dispositifs équivalents.*

L'entretien et le suivi comprendront :

- ☒ *inspection après chaque intempérie ou marée,*
- ☒ *réfection immédiate des protections endommagées (toiles, enrochements déplacés, affouillements),*
- ☒ *curage régulier des rigoles et drains.*

Obligation de planification

L'Entreprise détaillera dans son Plan d'Installation de Chantier (PIC) et son Plan d'Assurance Qualité (PAQ) :

- ☒ *les mesures de gestion des eaux et anti-érosion retenues,*
- ☒ *leur implantation précise,*
- ☒ *les moyens d'entretien et de suivi associés.*

Ces documents seront soumis à validation du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre avant le démarrage des travaux.

Les eaux rejetées vers le milieu naturel devront présenter une turbidité compatible avec la réglementation en vigueur et ne contenir aucune substance polluante.

Gestion environnemental

*L'ensemble des mesures environnementales relatives à la prévention des pollutions, **à la gestion des déchets**, au traitement des eaux et à la protection des milieux naturels sera détaillé dans le Plan d'Assurance pour la Protection de l'Environnement (PAPE) que l'Entreprise doit élaborer et soumettre à l'agrément du Maître d'Œuvre.*

Le respect de ces mesures est obligatoire et contractuel.

Mesures de réduction des impacts environnementaux

Des kits antipollution, mis à disposition des personnes intervenantes sur site par les entreprises, afin de contenir les éventuels épandages accidentels de matières dangereuses ou polluantes. Les entreprises participant à la phase chantier s'assureront que leurs employés savent utiliser ces kits.

Un ou plusieurs bassins de décantation des laitances en béton (fosse avec géotextile) seront mis en place, en fonction des besoins du chantier. Les bassins seront curés dès que de besoin, et les dépôts de laitances issus de ces bassins seront évacués vers une filière adaptée. Ils pourront être concassés et réutilisés en couche de forme.

Les aires de parking des engins et les stockages temporaires des déchets et des matériaux seront établis sur une zone réservée à cet effet et matérialisée, et seront situées le plus loin possible des zones sensibles (mangrove, les chenaux ou talwegs, les ouvrages de traitement provisoires...).

Ecran antipollution

Barrages antipollution pour travaux maritimes et barrages anti-MES

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	18

Constitués de tronçons standards de 10 à 25 m de long, les barrages filtrants M.E.S. (barrages anti-MES) forment un rideau anti-turbidités. Ils se composent d'un flotteur de 20 ou 25 cm de diamètre et d'une jupe, géotextile ou PVC, immergée (tirant d'eau) variable de 1 à 5 m de hauteur.

- ☒ *Flotteur composé d'une succession de cylindres de mousse souple à cellules fermées pour une parfaite flottabilité du barrage pour travaux maritimes en cas de déchirure accidentelle et une grande souplesse lui permettant d'épouser parfaitement les mouvements à la surface de l'eau.*
- ☒ *Les raccordements entre les tronçons par plaque boulonnée pour la partie flotteur et par laçage pour le rideau immergé*
- ☒ *La partie immergée (tirant d'eau) du rideau de confinement est composée d'une jupe soit en PVC 900 g/m² ou en géotextile de 200 g/m² (version standard) et jusqu'à 550 g/m² pour la version renforcée. L'ouverture pour filtration est de 66 microns.*
- ☒ *La jupe de filtration de chaque barrage filtrant remplaçables aisément.*
- ☒ *Le rideau de filtration est faiblement lesté afin d'épouser les formes du fond marin tout en préservant la faune et la flore.*

Ouvrages provisoires

Pendant la durée des travaux, les navires seront redéployés sur d'autres sites afin de libérer au maximum les zones d'intervention.

À la charge de l'Entreprise :

- *le ponton flottant appartenant à la gendarmerie devra rester en service durant toute l'opération. L'Entreprise aménagera une aire provisoire avec accès dédié permettant son déplacement temporaire en fonction des besoins du chantier,*
- *L'entreprise réalisera des corps-morts provisoires nécessaires au maintien des pontons dans la darse pendant la durée des travaux. Elle assurera leur déplacement à ses frais si elle le juge nécessaire.*

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	19

Sécuriser chaque zone de chantier et maintenir leur accessibilité

Réaliser et maintenir des zones de circulations sécurisées pour les piétons et utilisateurs de la base.

2.3 CONDITIONS D'ACCES AU CHANTIER

2.3.0 Dispositions prises concernant l'accueil des entreprises et le contrôle D'accès.

Le CSPA a à sa charge l'accueil des entreprises.

Ce dispositif prévoit au minimum :

- L'accueil des nouveaux arrivants des entreprises titulaires, entreprises sous-traitantes et personnel intérimaire.

Les informations suivantes seront obligatoires sur les casques :

- Le nom de l'entreprise du salarié,

Chaque entreprise doit donner au CSPA la liste de son personnel appelé à intervenir sur le chantier. L'entreprise doit mettre à jour cette liste chaque fois que nécessaire.

Chaque salarié est susceptible d'être contrôlé durant la phase de réalisation des travaux.

2.3.1 Accès au site et au chantier :

L'accès au chantier se fera par un portail dédié après passage au poste de garde de la base chaux

2.3.2 Travaux sous-marins

Les interventions sous-marines présentent des risques particuliers liés à l'immersion, à l'utilisation d'équipements de plongée, aux conditions météorologiques, aux courants, à la visibilité et à la présence potentielle de faune marine dangereuse (notamment les requins). À ce titre, les dispositions suivantes s'appliquent :

A. Encadrement réglementaire et qualification du personnel

Les travaux sous-marins doivent être réalisés par des plongeurs professionnels titulaires des certifications et aptitudes médicales en cours de validité, conformément à la réglementation en vigueur.

Un chef de plongée qualifié est désigné pour chaque opération. Il est responsable de l'organisation, de la sécurité et du respect des procédures.

La présence d'un plongeur surveillant en immersion est obligatoire pour assister et sécuriser le plongeur opérateur.

B. Organisation du poste de travail

Mise en place d'un plan de prévention et d'un mode opératoire spécifique validé par le coordonnateur SPS avant toute intervention.

Présence obligatoire d'un poste de sécurité en surface comprenant au minimum : un surveillant surface qualifié, des moyens de communication en continu avec les plongeurs, un moyen de repêchage rapide, une trousse de secours adaptée, et une embarcation disponible pour l'évacuation d'urgence.

Vérification préalable des conditions météo-marines (état de la mer, visibilité, courants, marées) avec interdiction d'intervention en cas de conditions défavorables.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>20</i>

C. Équipements

Utilisation d'équipements de plongée conformes aux normes en vigueur, régulièrement contrôlés et entretenus.

Mise à disposition d'un système de communication filaire ou sans fil entre le plongeur et la surface.

Port obligatoire d'un couteau de sécurité ou dispositif équivalent pour dégagement en cas d'accrochage.

D. Gestion du risque requin et faune marine

Évaluation préalable de la zone d'intervention pour identifier les risques liés à la présence de requins (historique du site, proximité de passes, zones de nourrissage ou rejets).

Installation, lorsque la configuration du site le permet, d'un filet anti-requin ou dispositif équivalent de protection physique autour de la zone d'immersion.

Interdiction d'immersion en cas de détection ou de présence avérée de requins présentant un comportement dangereux.

Mise en place d'une surveillance visuelle continue de la zone de travail depuis la surface pendant toute la durée des opérations.

Limitation des temps d'immersion et respect strict des procédures de sécurité en cas de signalement de faune dangereuse.

E. Consignes générales

Interruption immédiate des travaux en cas d'incident, d'alerte faune, ou de détérioration des conditions météo-marines.

Réalisation régulière d'exercices de sécurité (procédure d'évacuation, récupération d'un plongeur en difficulté).

Le chef de plongée tient à jour un registre des immersions mentionnant les conditions d'intervention, le personnel engagé et les incidents éventuels.

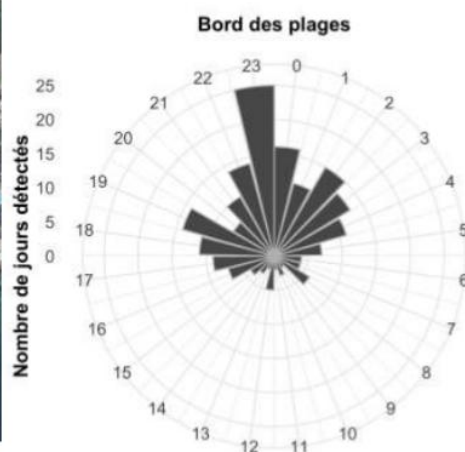
ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	21

Déplacements enregistrés

Baie des Citrons et Anse Vata (bord de plage)

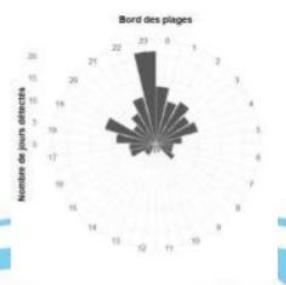


11 412 détections (1692)
15 Requins



Tendances :
Principalement de nuit

Consolidation /^p juil. 2020



www.province-sud.nc



ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	22

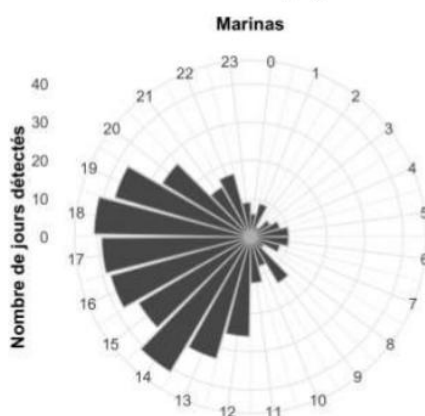
Déplacements enregistrés

Les marinas



5 Requins détectés

- Port Brunelet : **188** (76)
- Sunset Marina : **825** (183)
- Port du Sud : **560** (44)
- CNC : **243** (74)
- Moselle : **501** (43)



Tendances :
Zones de passage
lorsqu'ils circulent Petite
Rade en journée

Consolidation /P juil. 2020



www.province-sud.nc



ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	23

Principes généraux

Pas d'activités balnéaires dans le Port (Grande et Petite Rades)

Évitez les activités à risques (surf, baignade/natation, planche/kite, va'a...) :

- À l'aube, au crépuscule, la nuit
- Les jours et lendemain de fortes pluies ou en eaux très troubles

Ne jetez plus vos restes de repas au mouillage, notamment en petite rade, près des zones de baignades et dans les aires marines protégées (Maître, Larégnère, Goéland, Signal, Amédée, Bailly, Casy...)

Pêcheurs, jetez vos déchets de poisson au large, loin des zones de baignade.

Chasseurs sous-marins, apnéistes et plongeurs autonomes :

- Pas de mise à l'eau bruyante pouvant provoquer une attaque réflexe par un requin en maraude
- Ne plongez pas seuls

Promouvez la gestion des eaux noires à quai plutôt que rejetées directement en mer

Encadrants d'activités sportives en mer :

- Privilégiez des activités quand le soleil est haut dans le ciel
- Évitez les fins de journée
- Restez vigilants particulièrement lorsque les eaux sont troubles / après de fortes pluies
- Informer les participants sur la conduite à tenir en cas de présence d'un requin
- Dans la mesure du possible, effectuer une ronde sur le parcours de la manifestation avant son début
- Lors de régates/courses près des côtes, doublez la surveillance sur le plan d'eau et soyez rapidement présent lors d'un dessalage et/ou deux personnes minimum présentes à bord des bateaux de sécurité pour favoriser la rapidité d'intervention
- Près des côtes, doublez la surveillance et soyez rapidement présent lors d'un dessalage



En cas de signalement, appeler le 16

www.province-sud.nc



2.3.3 Travaux en bord de mer et à proximité d'un plan d'eau

Tout travail réalisé à proximité immédiate d'un plan d'eau, sur quai, digue, enrochement, ponton ou toute structure présentant un risque de chute dans l'eau impose le port obligatoire d'un gilet ou collier de sauvetage homologué.

Lorsque les interventions sont effectuées depuis une barge, un navire ou un ponton flottant, la réglementation maritime s'applique et le port du gilet de sauvetage est obligatoire pour l'ensemble du personnel à bord, sauf si les postes de travail sont protégés par des garde-corps conformes.

Le maître d'ouvrage et les entreprises devront veiller à ce que cette mesure soit strictement respectée et à ce que le matériel utilisé soit conforme aux normes en vigueur et régulièrement vérifié.

2.3.4 Stationnement des véhicules :

Limiter le parage des véhicules au stricte minimum sur le chantier, sur des zones dédiées et balisées.

Le stationnement ne devra en aucun cas faire obstacle au chantier, comme au flux de l'utilisateur.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>24</i>

2.3.5 Clôture et portails de chantier :

2.3.5.1 Clôture à la charge de du lot unique

Prévoir une clôture mobile type ERAS pour la base vie et les zones de travaux équipée de l'ensemble des accessoires de fixations, notamment les pinces entre les éléments, ainsi que ceux nécessaires à leur parfaite stabilité, Aucun point faible ne devra être créé sur la clôture donnant sur l'extérieur.

- La maintenance de cette clôture est à la charge du Lot unique pendant toute la durée du chantier

Le balisage des zones de travaux voirie peut être réalisés en éléments PVC auto lestés et reliés par chaînette en nombre suffisant pour représenter une barrière difficilement franchissable.

2.3.5.2 Portails de chantier

L'entreprise à sa charge la fourniture, la mise en place et la dépose d'un ou de portail(s) de chantier à Aménager dans la clôture décrite ci-dessus. Ce portail doit s'ouvrir vers l'intérieur du chantier et doit fermer à clef ou cadenas.

- La maintenance du portail est à la charge de du lot unique pendant toute la durée du chantier

2.3.5.3 Dépose, déplacement des clôtures et installations de chantier

L'entreprise a à sa charge la dépose et le déplacement des clôtures de chantier, pour chaque phase et à la demande du Maître d'ouvrage en Concertation avec le Coordonnateur Santé Sécurité dès que possible.

2.3.6 Signalétique :

L'Entreprise a à sa charge la fourniture, la pose, la maintenance et la dépose de la signalétique de chantier. La signalétique est de type « chantier interdit au public », « port des EPI », etc. et comprend également le panneau de chantier, ainsi que la **signalétique liée à la gestion de la circulation.**

Le panneau de chantier sera fait suivant les indications du Maître d'ouvrage.

2.3.7 Horaires et bruits de chantier :

Les travaux bruyants sont autorisés :

Les horaires de travail de l'entreprise, font l'objet d'une note interne de l'entreprise affichée sur le chantier. Il n'est pas prévu d'interventions de nuit, les dimanches et jours fériés sauf demande exceptionnelle 15 jours avant.

2.3.8 Autorisations et droits de voirie :

Après du maitre d'œuvre qui transmettra aux services concernés avec transmission pour information au CSPA.

2.3.9 Réseaux aériens et souterrains existants :

Avant de commencer ses travaux, chaque entreprise devra prendre toutes les mesures de nature à prévenir les risques générés par les réseaux enterrés et aériens existants et toutes les dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé à ces ouvrages durant l'exécution des travaux.

Chaque entreprise devra tenir compte des observations qui lui seront faites et avertir le Maître d'Œuvre ainsi que le Coordonnateur Santé Sécurité des risques identifiés.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>25</i>

2.3.10 Raccordement des descentes d'eaux pluviales et d'eaux usées :

Sans objet

2.3.11 Blindage des fouilles en tranchées :

Les fouilles en tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur sont, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, blindées, étrépillonnées ou étayées.

Les parois des autres fouilles en tranchée, ainsi que celles des fouilles en excavation ou en butte sont aménagées, eu égard à la nature et à l'état des terres, de façon à prévenir les éboulements. A défaut, des blindages, des étrépillons ou des étais appropriés à la nature et à l'état des terres sont mis en place. Ces mesures de protection ne sont pas modifiées quel qu'en soit le temps.

Ces mesures de protection sont prises avant toute descente d'un travailleur ou d'un employeur dans la fouille pour un travail autre que celui de la mise en place des dispositifs de sécurité.

Lorsque nul n'a à descendre dans la fouille, les zones situées à proximité du bord et qui présenteraient un danger pour les travailleurs sont nettement délimitées et visiblement signalées.

Pour la détermination de l'inclinaison à donner aux parois ou pour l'établissement des blindages, des étrépillons et des étais des fouilles en tranchée ou en excavation, il est tenu compte des surcharges dues aux constructions ou aux dépôts de toute nature, tels que matériaux divers, déblais, matériel, existant dans le voisinage, ainsi que des surcharges et des ébranlements prévisibles dus à la circulation sur les voies carrossables, les pistes de circulation se trouvant à proximité des fouilles.

Le choix de la méthode de blindage et du matériel employé dépend de la nature et de la densité du sol.

Le blindage doit répondre aux conditions suivantes :

- Pouvoir être mis en place et déposé sans exposer les opérateurs aux risques d'éboulement.
- Etre suffisamment résistant pour s'opposer sans déformation ou risque de rupture, à la pression exercée par le terrain sur les parois.
- Etre conçu de façon à constituer un ensemble ne risquant pas de se disloquer sous l'effet d'une poussée oblique par rapport aux parois de fouilles.
- Dépasser du sol d'une hauteur d'au moins 20 cm.
- Etre équipé de protections antichute type garde-corps sur chaque face.

N.B. : si le blindage dépasse du sol de 1,00 mètre, la protection sera assurée de fait.

En cas de stockage de matériaux en bordure de tranchée, laisser une partie horizontale libre d'au moins 40 cm entre le bord de fouille et le pied de talus.

2.3.12 Risque d'inondation dans les fouilles en tranchées :

Compte tenu des possibles intempéries ou autres événements climatiques, il y a risque d'inondation des tranchées et fouilles. Le fond de fouille devra être maintenu hors d'eau.

Un dispositif permanent de pompage doit être mis en place et actionné chaque fois qu'il y a présence d'eau. En cas de panne du dispositif et de présence d'eau, l'accès aux tranchées et fouilles doit être interdit.

Rester particulièrement vigilant en cas de vigilance météorologique (Cyclones et fortes intempéries plus particulièrement)

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	26

2.3.13 Accès dans les tranchées et fouilles :

Un dispositif doit permettre aux salariés de descendre et remonter facilement dans les tranchées et les fouilles, sans risque de chute (talutage, escaliers, etc.). Ce dispositif doit également permettre aux salariés de sortir rapidement de la tranchée ou de la fouille en cas de montée brusque des eaux.

2.4 DETAIL D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER

2.4.1 Cantonnement :

2.4.1.1 Installations communes

L'entreprise a à sa charge la fourniture, la mise en place, les aménagements, l'entretien et le repliement des installations de chantier pour l'effectif moyen du chantier (à définir avec le Maître d'œuvre).

Ces installations de chantier devront évoluer en fonction de l'effectif et notamment de l'effectif de pointe.

Ces installations doivent comprendre :

- **Un bungalow à usage de vestiaire et repas** pouvant accueillir 8 personnes, avec :
 - Armoire pour chaque ouvrier ou porte manteau
 - Tables et chaises en nombre suffisant
 - l'armoire à pharmacie avec en permanence : gants latex, compresses, désinfectant, pansements, sparadrap, etc... - Point eau chaude et froide

Fortement conseillé :

- Appareil de cuisson (*ex: chauffe gamelles ou micro-ondes*) et consignes d'utilisation - 1 réfrigérateur

- **Un bloc sanitaire** avec :

- 1 WC (suivant effectif), un point d'eau et papier hygiénique,

Fortement conseillé :

- 1 douche

Fortement conseillé

- **Un bungalow salle de réunion** pouvant accueillir 8 personnes avec :
 - Tables et chaises en nombre suffisant,
 - 1 téléphone portable accessible à tous en cas d'urgences (consignes d'urgence affichées à proximité)
 - Un ou plusieurs rangements pour les documents de chantier (Plans, pièces écrites, PGC, PPSS, CR de réunion, etc.)
 - 1 tableau d'affichage intérieur pour les plans, planning, etc.

Tous ces locaux doivent être correctement :

- Eclairés
- Climatisés durant l'activité du chantier.
- Nettoyés chaque fois que nécessaire.
- Le cheminement entre ces locaux doit être nivelé, drainé et revêtu convenablement.

Les installations communes sont à l'usage de tous.

L'hébergement sur le site n'est pas autorisé.

Il est souhaitable de convenir d'un système de gardiennage durant la durée des travaux.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>27</i>

TOUTES LES PERSONNES AMENEES A FREQUENTER LE CHANTIER DOIVENT SE MUNIR AU MINIMUM DE CHAUSSURES DE SECURITE, GILETS REFLECHISSANTS, D'UN CASQUE DE CHANTIER. LES PERSONNES NE RESPECTANT PAS CES CONDITIONS FONDAMENTALES DE SECURITE SERONT PRIEES DE QUITTER L'ENCEINTE DES TRAVAUX.

2.4.1.2 Installations propres aux entreprises

Les entreprises qui désirent mettre un container de chantier à l'usage de « magasin », doivent en faire la demande auprès du Maître d'Œuvre pendant la période de préparation de chantier.

L'implantation se fera suivant la place disponible, après concertation du Maître d'Œuvre, Du lot unique et du Coordonnateur Santé Sécurité.

2.4.1.3 Branchement d'eau

La position du raccordement en eau sera à déterminer avec le maître d'ouvrage, un sous compteur sera mis en place. La facturation de la consommation d'eau sera à la discrétion du maître d'ouvrage.

2.4.1.4 Branchement électrique

Voir article 3.3.

2.4.2 Plan d'installation :

Les entreprises ont à leur charge l'exécution, la mise à jour et la diffusion du plan d'installation de chantier sur la base du plan d'organisation générale établi par le Maître d'Œuvre, joint au Marché.

Ce plan comprendra :

- La clôture de chantier,
- Les accès au chantier,
- Les différentes zones (base vie, stockages, bennes, etc.),
- Les accès aux ouvrages
- Les voies de circulation dans le chantier,

Et ce pour chaque phase de travaux

3 - MESURES PRISES PAR LE COORDONNATEUR SANTE SECURITE

3.1 - PROTECTIONS COLLECTIVES

Sans objet

3.2 - LES MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

3.2.1 Co-activité :

Le Maître d'ouvrage a organisé les phases de travaux afin de limiter les risques liés aux interférences des interventions simultanées des entreprises (Co-activité).

3.2.2 Planification des travaux :

Le planning d'exécution des travaux est établi sur la base des calendriers d'exécution établis par le maître d'œuvre doit tenir compte des contraintes suivantes :

PGC SPS BASE NAVALE CHALEIX / TRAVAUX DE LA DARSE MANOEUVRE
CABRERA SPS

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>28</i>

Sont interdits :

- Les travaux superposés ou zone de travaux surchargées.
- Les co-activités suivantes :
 - Sciage ou ponçage à sec de béton avec tout autre travail à proximité,
 - Travaux générant du bruit supérieur à 80 dB avec tout autre travail à proximité,
 - Utilisation de produits ou matières nocives ou dangereuses avec tout autre travail à proximité.
 - Les postes de travaux par personnel au sol avec des circulations de véhicules de chantier non séparés.

L'Entreprise qui effectue ce type de travaux doit veiller au respect de cet article et alerter si nécessaire le Coordonnateur Santé Prévention & Sécurité.

Si un décalage dans le planning a lieu et génère des risques liés à la co-activité ou l'exécution de travaux superposés, le Coordonnateur Santé Sécurité convoquera une réunion sécurité avec le Maître d'ouvrage, le mandataire du groupement solidaire et les entreprises concernées afin de réorganiser l'exécution des tâches.

Dans ce cas, les entreprises et si nécessaire leurs sous-traitants feront un additif à leur PPSS pour tenir compte des risques générés par cette co-activité ou la superposition de tâche.

3.3 - INSTALLATION ÉLECTRIQUE

Avertissements : Toute intervention sur l'installation électrique doit être réalisée par une personne habilitée.

3.3.1 Alimentation électrique générale de la base vie :

Le lot unique a à sa charge la fourniture, la pose, la maintenance et la dépose de l'alimentation électrique générale du chantier depuis le groupe électrogène et l'armoire électrique générale de la base vie.

Cette alimentation électrique sera de préférence sous fourreau et enterrée.

3.3.2 Installation électrique des locaux mis à disposition des salariés :

L'entreprise doit vérifier que l'installation électrique des locaux mis à disposition des salariés est conforme et notamment qu'elle est protégée par disjoncteur différentiel de 30 mA. Le présent lot a à sa charge, le cas échéant, la mise en conformité de cette installation.

3.3. Contrôle de l'installation électrique de chantier :

Les lots Entreprise et Electricité ont à leur charge le contrôle par un organisme agréé de la partie de l'installation électrique de chantier qu'ils ont à leur charge, avant la mise en service.

3.3.4 Consommations électriques :

Les consommations d'électricité seront à charge du lot unique.

3.3.5 Outillage électrique :

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>29</i>

Les outils portatifs doivent être à double isolement.

Les enrouleurs ne doivent pas dépasser 25 ml et doivent être de classe II en câble souple. En cas d'utilisation de groupe électrogène

3.4 - TÉLÉPHONE DE CHANTIER

Téléphone portable individuels requis

3.5 - CIRCULATIONS HORIZONTALES

3.5.1 Circulations horizontales au sol :

3.5.1.1 Voies de circulation des véhicules et engins dans le chantier

Les voies de circulations doivent être entretenues comme il se doit par l'entreprise. Elles ne doivent pas être encombrées

3.5.1.2 Voies piétonnes dans le chantier (Entreprise Extérieure et Utilisateur)

Elles devront être mises en place, sécurisées et maintenues à tout moment du chantier et pour chaque phase.

3.5.2 Entrées Charretières et accès divers :

Chaque entrée charretière devra être balisée et protégée, elles ne devront à aucun moment être obstruée par un engin à l'arrêt ou une tranchée sans plaque de franchissement.

3.6 - CIRCULATIONS VERTICALES

Sans objet

3.7 - CONDITIONS DE MANUTENTIONS

ATTENTION
UNE HELISTATION ETANT SITUÉE A PROXIMITÉ DE LA ZONE DE TRAVAUX
TOUS MOYEN DE LEVAGE SERA SOUMIS A VALIDATION

Manutentions mécaniques autorisées sur le chantier :

- Grue automotrice ou sur camion,
- Chariot élévateur.

Les grues à tour ne sont pas prévues sur l'opération

3.8 - ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE

Délimitation des zones de stockage et d'entreposage :

ENTITE	DOCUMENT	N°	REV.	PAGE
CabreraSPS	PGC	000	0	30

En raison du manque de place, les aires de stockage seront réduites. Les entreprises doivent livrer les matériaux directement sur le lieu de mise en œuvre.

Les stockages tampons doivent impérativement être dans l'enceinte du chantier et être dégagés dans la journée. Aucune dérogation ne sera acceptée.

Les stockages doivent être convenablement rangées et ne présenter aucun risque pour les autres intervenants. Les charges doivent être réparties sur les planchers et se trouver de préférence au droit des murs de refend ou près des appuis.

En phase de préparation de chantier, les entreprises donneront au Maître d'Œuvre leurs besoins en matière d'approvisionnement.

3.8.1 Matières ou substances dangereuses :

Dans le choix des leurs produits ou matériaux, les entreprises doivent appliquer le *e)* des Principes Généraux de Prévention :

Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.

S'il n'est techniquement pas possible de les éviter, les produits ou matériaux dangereux doivent être clairement identifiés (par étiquetage) et stockés à part (exemple : solvants, colles, peintures, etc.).

En aucun cas ils ne doivent être stockés dans le bâtiment.

L'entreprise doit utiliser un container spécial. Ce container doit être installé à l'extérieur, à un emplacement désigné par le Maître d'Œuvre après concertation du Coordonnateur Santé Sécurité. Le PPSS de l'entreprise décrira les conditions de stockage et d'utilisation de ces produits ou matériaux. La fiche de données de sécurité fournie par le fabricant sera jointe au PPSS.

Si ces produits sont inflammables (gaz, solvants, etc.), l'entreprise concernée doit tenir en permanence près de ce stockage le dispositif le plus approprié de lutte contre l'incendie (extincteurs, bacs à sable, etc.) ou tout autre dispositif de sécurité nécessaire. Ce dispositif doit être décrit dans le PPSS.

3.9 - CONDITIONS DE STOCKAGE ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS NON DANGEREUX

Chaque lot ont à leur charge l'évacuation de leurs gravats respectifs.

Pour les autres lots, l'Entreprise doit mettre en place des bennes et les vider aussi souvent que nécessaire.

Les autres lots doivent :

- Nettoyer quotidiennement leurs postes de travail,
- Evacuer dans les bennes mises à disposition leurs gravats et déchets.

Dans le cas où le nettoyage ne serait pas fait et après un premier rappel, le Maître d'Œuvre fera exécuter celui-ci par un tiers aux frais du (des) lot(s) concerné(s).

3.10 - CONDITIONS DE STOCKAGE ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS DES MATIÈRES ET SUBSTANCES DANGEREUSES

L'entreprise qui utilise des matières ou substances dangereuses a à sa charge le stockage de ses déchets dans Des réceptacles adaptés. L'évacuation de ses déchets doit être réalisée quotidiennement. Les dispositions prises par l'entreprise doivent être décrites dans son PPSS.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>31</i>

3.12 PLATES-FORMES DE TRAVAIL

Les plates-formes de travail doivent :

- Etre stables,
- Etre équipées de garde-corps sur toutes les faces,
- Ne pas être surchargés ; (respecter les charges de services sur les planchers si elles sont mentionnées),
- Etre débarrassés de tous gravois et décombres,
- La zone au sol doit être balisée et le passage sous la plate-forme interdit.

Quel que soit la hauteur d'intervention, l'utilisation d'échelle et d'escabeau comme poste de travail est à proscrire.

3.13 ÉCHELLES, ESCABEAUX ET MARCHEPIEDS

Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail.

Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.

3.14 CARENCE D'UNE ENTREPRISE

Le Maître d'Œuvre ou le Coordonnateur santé Sécurité peuvent, après un premier rappel, faire mettre en place les dispositifs de sécurité nécessaires aux frais du lot défaillant.

3.15 PROTECTIONS CONTRE LES NUISANCES DUES A LA POUSSIÈRES

L'entreprise a à sa charge les dispositions nécessaires à la limitation des émissions de poussière sur les voies de circulation et sur les différentes parties communes du chantier, par balayage et/ou arrosage. Chaque entreprise doit les dispositions nécessaires à la limitation des émissions de poussière sur ses lieux de travail ainsi que pour les chargements sur camion (balayage, arrosage, bâchage, etc.).

3.16 PROTECTIONS CONTRE LE RISQUE D'INCENDIE

Pas d'Obligation de faire une demande de permis feu

En cas de travail par point chaud (disqueuse, chalumeau, etc.) prévoir sur le poste de travail le matériel de lutte contre l'incendie approprié. Aucun feu ne sera toléré sur le chantier,

3.17 PLANIFICATION DES LIVRAISONS ET ÉVACUATIONS

Les zones de stationnement, même temporaires, des poids lourds, sont réduites.

Il est donc impératif de gérer les flux des livraisons et évacuations. Pour ce faire, les entreprises doivent :

- Etablir un calendrier prévisionnel de leurs livraisons et de leurs évacuations, en parallèle à leur calendrier de travaux à établir en phase préparatoire.
- Remettre, au plus tard lors des réunions hebdomadaires de coordination de chantier au maître d'ouvrage, leurs prévisions en matière de livraisons et d'évacuations, pour la semaine à venir (voir modèles de fiches prévisionnelles de livraisons ou d'évacuation en annexe).

Dans le cas où le cumul des camions prévus par les entreprises serait trop important, les priorités seront données par le Maître d'ouvrage en fonction des impératifs du chantier.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>32</i>

L'entreprise qui n'aura pas transmis ses fiches prévisionnelles des livraisons ou des évacuations, pourra voir ses transports reporter.

3.18 RESPONSABLE SECURITÉ

Chaque entreprise doit désigner un responsable sécurité pour la durée de son intervention. Ce responsable sécurité devra :

- Etre un salarié employé en permanence sur le chantier,
- Participer aux visites et réunions de chantier,
- Avoir autorité pour mettre ou faire mettre en œuvre les dispositifs de sécurité mentionnés dans le PGC ou décidés lors des visites et réunions de chantier,
- Avoir autorité pour renforcer ou remplacer un dispositif de sécurité défaillant ou insuffisant.

3.19 CAMIONS ET ENGINS DE CHANTIER

Les camions et engins de chantier doivent être à jour de leurs contrôles périodiques. Le certificat de contrôle doit être tenu dans le véhicule.

Ils doivent être équipés d'un gyrophare et d'un klaxon de recul.

Les chauffeurs doivent être en possession de leurs permis, CACES, habilitations et autorisations de conduite nécessaires.

3.20 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

3.20.1 Engins de chantier :

Les engins de chantier doivent être en parfait état et sans fuite d'huile au moteur ou sur le système hydraulique. En cas de fuite accidentelle, l'engin devra être arrêté immédiatement (mettre un bac de rétention si la fuite est importante).

L'engin devra être réparé avant sa remise en service.

Tenir dans les engins de chantier du produit absorbant. En répandre immédiatement en cas de fuite.

3.20.2 Stockage des hydrocarbures :

Le stockage des hydrocarbures doit se faire dans le respect de la réglementation et de l'environnement. Les citernes ou fûts seront à double enveloppe ou stockées sur des bacs étanches de rétention.

Toute pollution accidentelle doit être signalée sans délai aux services compétents et au Maître d'Oeuvre. L'entreprise doit prévoir les moyens appropriés de lutte contre l'incendie.

3.21 TRAVAIL « ISOLÉ »

Aucune personne, salariée ou non, ne devra intervenir seul pour tout travail :

- Exposé à un risque tel que chute de hauteur, électrisation ou électrocution, noyade, ensevelissement, intoxication, chute d'objets ou de matériaux.
- En vide sanitaire ou galerie technique.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>33</i>

- En dehors de la présence normale des entreprises.

3.22 ÉQUIPEMENTS DE PROTECTIONS INDIVIDUELLES (E.P.I.)

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des EPI nécessaires.

Le respect du port des EPI type casque, chaussures, gants, lunettes, etc., reste sous l'entière responsabilité du chef d'entreprise pour ses salariés et de chaque intervenant pour lui-même.

3.23 PRÉVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES :

3.23.1 Mesures préventives minimales :

De manière générale, les entreprises amenées à utiliser des produits toxiques ou dangereux pour la santé devront les mentionner dans leur PPSS et joindre les fiches de données de sécurité et toxicologique des produits concernés.

Ces éléments devront être soumis à l'approbation du médecin du travail.

L'application de substances toxiques devra se faire dans des locaux suffisamment ventilés et en dehors de la présence d'autres entreprises.

Les entreprises doivent mettre en œuvre des modes opératoires diminuant les risques de nuisances sur la santé (bruit, poussière, vibrations, gaz toxique, ciment, charges lourdes) par :

- Une réduction des bruits à la source,
- La ventilation des locaux,
- L'utilisation de protections individuelles,
- L'utilisation de moyen de levage.
- En remplaçant ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou moins dangereux.

Les travaux polluants générateurs de bruit de poussière, de vapeurs dangereuses, seront évités et dans tous les cas la co-activité sera interdite.

En cas d'impossibilité, il appartient à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la sécurité des autres intervenants.

A cet effet, l'utilisation de protections collectives sera privilégiée par rapport à l'utilisation de protections individuelles.

3.23.2 Risques liés aux bruits :

- Pour les travaux générant du bruit, les opérateurs doivent être équipés de protections auditives moulées ou à défaut d'un casque antibruit.

Respecter les durées d'exposition.

RAPPEL :

- 85dB (seuil de danger)

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>34</i>

- 90dB (seuil des lésions)
- 130dB (seuil de douleur)

Sans pour autant atteindre les seuils ci-dessus, le temps d'exposition au bruit est également risqué de lésions auditives irréversibles.

3.23.3 Risques liés à la poussière :

- Pour les travaux générant de la poussière, les opérateurs doivent être équipés au minimum avec des masques Type PFM3 ou similaires et des lunettes fermées.

Informez les salariés sur les risques pour la santé liés à l'inhalation des poussières contenant de la silice (percement, sciage, ponçage du béton).

3.23.4 Risques liés aux produits :

- Pour les travaux de peinture ou de collage (sols plastiques par exemple), les équipements à utiliser sont ceux indiqués sur les fiches de données de sécurité des produits fournies par le fabricant. Les pièces doivent être correctement ventilées. Ne pas fumer.

Risques liés à l'outillage électrique :

- L'outillage électroportatif doit répondre aux normes de sécurité en vigueur. Le personnel doit être formé à leur utilisation.

Les mesures prises doivent être détaillées dans le PPSS des entreprises.

3.24 MÉDECINE DU TRAVAIL :

Chaque entreprise de BTP, est rattachée au SMIT. En ce qui concerne, le personnel intérimaire, celui-ci doit avoir avec son contrat de travail, l'attestation médicale d'aptitude au poste de travail pour lequel il va être employé.

Ce certificat médical ne doit pas comporter d'inaptitude au travail en hauteur ou/et au port de charges lourdes,

4 INTERFÉRENCES AVEC LES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

4.1 ENVIRONNEMENT :

Lorsque le chantier est situé en zone militaire sensible et aéroportuaire.

Il est donc impératif de :

- Tenir le chantier clos et indépendant,
- Empiéter sur le domaine public le moins possible,
- Ne pas exporter de la boue, des gravats ou déchets en dehors du chantier,
- Respecter les législations en matière d'émission de bruit,
- Dans tous les cas laisser les accès et les voies de circulation libres pour les véhicules de secours.

Le chantier doit être fermé en dehors de la présence des entreprises, y compris pendant le repas de midi. Le lot unique doit veiller au respect de cette disposition.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>35</i>

En cas de simultanéité de livraisons, le mandataire du groupement solidaire définira l'ordre de priorité et le proposera au CSPS.

5 - MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VOIES ET RÉSEAUX DIVERS

Sans objet

5.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER

5.2.1 Cantonnement :

Les locaux destinés à l'accueil des salariés doivent demeurer en parfait état de propreté. Ils doivent être nettoyés chaque fois que nécessaire et au moins une fois par jour. L'entreprise à cet entretien à sa charge.

5.2.2 Nettoyage et rangement du chantier :

Le Maître d'Ouvrage attache une importance particulière au bon rangement et à la tenue constante dans un parfait état de propreté du chantier et ses abords. Chaque lot doit donc veiller à maintenir le chantier et ses abords en parfait état de rangement et de propreté. A cet effet, les zones de circulation doivent rester libres et sans entrave (matériaux, matériels, câbles électriques, déblais, déchets, etc.).

Stockage et évacuation des gravats et déchets à prévoir dans chaque marché qui les intégrera également à leur PPSS.

IMPORTANT :

En cas de manquement, après un premier rappel, le Maître d'Œuvre fera procéder au rangement et au nettoyage du chantier et/ou des abords par une entreprise extérieure de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

N.B. : Le poste « nettoyage de fin de chantier » ne dispense pas les entreprises du nettoyage permanent du chantier, des abords et des postes de travail.

5.3 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les engins de chantier doivent être en parfait état et sans fuite d'huile au moteur ou sur le système hydraulique. En cas de fuite accidentelle, l'engin devra être arrêté immédiatement (mettre un bac de rétention si la fuite est importante).

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>36</i>

Tenir dans les engins de chantier du produit absorbant. En répandre immédiatement en cas de fuite. L'engin devra être réparé avant sa remise en service.

Le stockage des hydrocarbures doit se faire dans le respect de la réglementation et de l'environnement. Les citernes ou fûts seront à double enveloppe ou stockés sur des bacs étanches de rétention.

Toute pollution accidentelle doit être signalée sans délai aux services compétents et au Maître d'Œuvre. Sur les engins, l'entreprise doit prévoir les moyens appropriés de lutte contre l'incendie.

Les camions et engins de chantiers ne doivent pas exporter de la boue, de la terre ou des gravats sur les voies publiques. Si tel est le cas, l'entreprise est responsable du nettoyage tout en respectant les règles de sécurité routière pour effectuer cette tâche.

Le lot unique doit si possible mettre en place un décrotteur de boue à l'entrée des installations de chantier (voir CCTP).

Le lot unique a à sa charge les dispositions nécessaires à la limitation des émissions de poussière sur les voies de circulation et sur les différentes parties communes du chantier, par balayage et/ou arrosage.

Chaque entreprise doit les dispositions nécessaires à la limitation des émissions de poussière sur ses lieux de travail ainsi que pour les chargements sur camion (balayage, arrosage, bâchage, etc.).

6 - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES SECOURS

6.1 - ORGANISATION DE LA PROTECTION INCENDIE

6.1.1 Moyens de lutte contre l'incendie :

Pour les chantiers se trouvant à proximité d'habitation ou zone végétalisée à forte potentialité d'incendie, il est interdit de faire du feu sur le chantier. Les entreprises doivent mettre en place les moyens de protection incendie (extincteurs, seaux, pompes, bacs à sable etc.) adaptés aux risques recensés :

- Dans les locaux,
- Sur les engins et véhicules de chantier,
- Sur les postes de travail par point chaud,
- Dans les zones de stockage des produits inflammables.

6.1.2 Conduite à tenir en cas d'incendie :

Donner l'alarme et combattre immédiatement le feu en respectant les règles suivantes :

- Tourner le dos au vent ou courant d'air,
- Tenir l'appareil droit ou proche de la verticale,
- Attaquer le feu à la limite de portée de l'extincteur puis s'avancer progressivement,
- Diriger le jet à la base des flammes,
- Ne pas faire agir une pression trop forte sur des liquides enflammés (risque de projections),
- N'avancer que si l'on est sûr que le feu ne reprendra pas derrière soi,
- En cas de début d'incendie, même maîtrisé, prévenir obligatoirement les pompiers et les informer de la situation.

6.1.3 Accès de secours :

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>37</i>

Les conditions d'accès et d'évacuation des résidences environnantes en cas d'incendie, doivent être compatibles avec les phases de travaux. Les voies de circulation doivent rester en permanence dégagées.

L'organisation du chantier mise en place doit tenir compte de cet impératif.

6.2 - DISPOSITIONS RELATIVES EN CAS DE TRAVAILLEUR « ISOLÉ »

Respecter les dispositions réglementaires en la matière :

Aucune personne, salariée ou non, ne devra intervenir seule pour tout travail :

- Exposé à un risque tel que chute de hauteur, électrisation ou électrocution, noyade, ensevelissement, intoxication, chute d'objets ou de matériaux.
- En vide sanitaire ou galerie technique.
- En dehors de la présence normale des entreprises.

6.3 - ORGANISATION DES SECOURS

Accident bénin :

1) Le blessé se fera soigner par l'un des secouristes présents sur le chantier, à l'aide Du matériel entreposé dans l'armoire prévue à cet effet dans le bureau de chantier.

2) La victime et le secouriste décideront en fonction de la blessure de la suite à donner :

- Pompiers ou SAMU, -
Ambulance privée, - Médecin
personnel, etc.

NE JAMAIS TRANSPORTER UN BLESSE MEME LEGER DANS UN VEHICULE PRIVE OU D'ENTREPRISE SANS L'AUTORISATION DU SAMU OU DES POMPIERS.

EN CAS D'AGGRAVATION DE L'ETAT DE LA VICTIME PENDANT LE TRANSPORT VOTRE RESPONSABILITE PEUT ETRE ENGAGEE.

Accident grave :

1) Informer le ou les secouristes de chantier qui, en fonction de l'état du blessé, donneront des renseignements utiles au médecin du SAMU ou pompiers (sans oublier l'adresse du site).

2) Suivre les consignes données sur l'affichette des numéros d'urgence.

3) Prévoir un guidage si l'accès du chantier est difficile.

4) Prodiger au blessé les soins compatibles avec son état.

Accident mortel :

1) Laisser les lieux dans l'état de l'accident.

2) Prévenir immédiatement les services et organismes désignés sur l'affichette des numéros d'urgence.

3) Regrouper le plus de témoins possibles.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>38</i>

6.4 - SECOURISME ET PREMIERS SECOURS

La présence d'un secouriste dûment formé est rendue obligatoire, dès qu'il y a une quelconque activité sur le site.

6.5 - AFFICHAGE DES NUMÉROS D'URGENCES

L'affichette des numéros d'urgence, jointe en annexe, doit être affichée par Le lot Gros œuvre à proximité du téléphone de chantier.

7 - OBLIGATIONS DES INTERVENANTS EN MATIÈRE DE SPS ET MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS

7.1 - OBLIGATIONS DU COORDONNATEUR SANTE SECURITE, MOYENS ET AUTORITÉ

7.1.1 Obligations du Coordonnateur SPS

Le rôle du Coordonnateur :

- Faire appliquer les PGP (Principes Généraux de Prévention)
- Organiser la coordination en matière de Santé Sécurité entre les différents intervenants
- Faciliter le travail tout en faisant prendre les mesures de prévention nécessaire
- Anticiper dans la mesure du possible, avant les travaux ou juste avant l'exécution de ceux-ci, sur les situations à risques qui peuvent résulter de décision ou de choix pris par les autres intervenants
- Procéder aux procédures Générales d'accueil afin de présenter le chantier et ses éventuels risques à chaque entreprise. • Etablir le PGC
- Constituer et compléter éventuellement le DIUO
- Ouvrir, compléter et faire viser le Journal de Coordination Santé Sécurité

7.1.2 Moyens et autorité du Coordonnateur Santé Sécurité donnés par le Maître d'Ouvrage

- Mission du coordonnateur :

La mission du coordonnateur consiste, pendant la phase d'exécution des travaux, à veiller à la mise en œuvre Des **Principes Généraux de Prévention** pour limiter les risques d'accidents du travail liés à la captivité.

Il intervient sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage et son action ne modifie, ni la nature, ni l'étendue des Responsabilités qui incombent à chacun des participants de l'opération.

- Moyens mis à disposition du coordonnateur par le Maître d'Ouvrage :
 - Le coordonnateur a libre accès au chantier et aux installations de chantier.
 - Un bureau sera mis à sa disposition sur la base vie avec téléphone, et tableaux d'affichage.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>39</i>

- Autorité donnée au coordonnateur par le Maître d'Ouvrage :

Le coordonnateur, dans le cadre de sa mission, a autorité notamment pour :

- Interdire l'accès du chantier à toute entreprise qui n'a pas remis son Plan Particulier de Santé Sécurité (PPSS),
- Interdire l'accès du chantier à toute entreprise sous-traitante non agréée par le Maître d'Ouvrage,
- Faire procéder par l'intermédiaire du Maître d'Œuvre, agissant pour le compte du Maître d'Ouvrage, à la mise en oeuvre des moyens nécessaires pour palier la défaillance d'une entreprise à l'égard de la sécurité collective,
- Faire interrompre toute activité qui présente un risque grave d'interférence ou qui n'a pas été planifiée au préalable,
- Faire interrompre toute activité qui présente un danger grave et imminent pour les personnes quel qu'en soit l'origine.

7.2 - OBLIGATIONS DES INTERVENANTS EN MATIÈRE DE SANTE SECURITE

7.2.1 Maître d'Ouvrage :

Le Maître d'Ouvrage doit :

- Appliquer les PGP (Principes Généraux de Prévention),
- Veiller à la mise en application des PGP,
- Faire réaliser les travaux de voirie provisoire permettant l'accès carrossable au site, l'amenée d'eau potable et d'électricité ainsi qu'une évacuation des eaux usées pour que l'installation des locaux destinés au personnel de chantier soit conforme aux dispositions applicables en la matière.
- Joindre le PGC au dossier d'appel d'offre de l'opération,
- Associer le Coordonnateur pendant toutes les phases de l'opération en lui donnant accès à toutes les réunions organisées par le Maître d'Œuvre et en le rendant destinataire, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission, de toutes les études réalisées par celui-ci,
- Viser le Journal de Coordination Santé Sécurité,

7.2.2 Maître d'Œuvre :

Le Maître d'Œuvre doit : (Sans objet)

- Appliquer les PGP (Principes Généraux de Prévention),
- Tenir compte lorsqu'il les estime justifiées, des observations du Coordonnateur ou adopte des mesures d'une efficacité au moins équivalente,
- Viser les observations du Coordonnateur portées au Journal de Coordination Santé Sécurité,

7.2.3 Entrepreneurs :

Les entrepreneurs doivent :

- Respecter et appliquer les Principes Généraux de Prévention,
- Prendre connaissance du PGC,
- Participer aux procédures générales d'accueil préalablement à leurs interventions,
- Adresser au Coordonnateur, avant le début de leurs travaux un PPSS ,
- Tenir à jour sur le site leur PPSS,

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>40</i>

- Fournir les documents nécessaires à la constitution finale du DIUO avant la réception des travaux, • Viser les observations du Coordonnateur portées au Journal de Coordination Santé Sécurité et lever ces observations ou répondre aux notifications du Coordonnateur,
- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Santé Sécurité,
- Respecter les obligations issues du livre du Code du Travail,

IMPORTANT :

1 - Sous-traitance :

L'Entreprise Titulaire doit veiller à l'application, par ses sous-traitants, de toutes les dispositions énoncées dans ce PGC.

Il n'y a pas de transfert de cette charge vers le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre ou le Coordonnateur Santé sécurité.

2 - Documents à fournir par les entreprises :

Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.) prévu aux Articles 11 et 12 de la délibération 207 du 7 aout 2012 est constitué par le coordonnateur à partir des données ou des documents transmis par le Maître d'Œuvre et les Entreprises.

Ainsi, le Coordonnateur rassemble sous bordereau tous les documents, tels que les plans et notes techniques de nature à faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Le D.I.U.O. a pour objectif de faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

IMPORTANT :

Tous ces documents seront remis au Coordonnateur au fur et à mesure de l'avancement du chantier et au plus tard 15 jours avant la réception des travaux.

7.3 - MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES

7.3.1 Entreprises titulaires :

7.3.1.1 Procédures Générales d'Accueil (PGA)

En application de l'article 11 de la délibération 207 du 7 aout 2012, le Coordonnateur Santé Sécurité doit rédiger le document servant à la Procédure Générale d'accueil avec toute entreprise titulaire ou sous-traitante, préalablement à l'élaboration de son PPSS et à son intervention sur le chantier.

Au cours de cette visite, sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- Les consignes à observer et à transmettre,
- Les observations particulières de sécurité prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune aura lieu obligatoirement avant remise du PPSS. Elle est consignée sur le Journal de Coordination Santé Sécurité.

7.3.1.2 Etablissement du Plan particulier de Santé Sécurité (PPSS)

Le PPSS doit être établi avant le début des travaux et après avoir signé le Journal Coordination Santé Sécurité lors de Procédure Générale d'Accueil commune préalable aux travaux.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>41</i>

7.3.1.3 Délai pour l'établissement du PPSS

Un délai de 30 jours peut être utilisé par l'entreprise titulaire d'un lot pour réaliser son PPSS. Ce délai peut être ramené à 8 jours pour les entreprises sous traitantes de lots du second œuvre, si les travaux sous-traités n'entrent pas en partie ou en totalité dans la liste des travaux à risques particuliers.

7.3.1.4 Date de départ du délai

Le délai court dès réception d'une commande ou à la date de signature du marché.

7.3.1.5 Contenu du PPSS

Les mesures prévues par l'entreprise pour la prévention des risques professionnels

7.3.1.6 Rappel des règles de diffusion du PPSS :

- Le Coordonnateur diffuse obligatoirement à toutes les entreprises intervenantes (Chantier de bâtiment uniquement), le PPSS du lot principal (lot réalisant les Installations de chantier), et des lots présentant des risques particuliers.

Mais également à :

Diffusion à son sous-traitant, par le titulaire du présent PGC, d'un document précisant les mesures d'organisation générales que le traitant a retenues (Éventuellement son PPSS).

Diffusion à la Direction du Travail, des Services préventions de la CAFAT, du SMIT, de leur PPSS, par Le lot principal ou le lot Gros Œuvre, et les entreprises ayant des travaux entrant dans la liste des travaux à risques particuliers.

Un exemplaire, doit être tenu à jour et à disposition sur les chantiers par les entreprises les ayant établis.

7.3.2 Emploi du personnel intérimaire :

Les entreprises employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné (en particulier le travail en hauteur et le port de charges lourdes). L'intéressé est en règle au point de vue de carte de travail et carte de séjour

Le personnel a subi la formation à la Sécurité

Le personnel intérimaire justifiera des pièces de contrôle sous le nom de l'entreprise utilisatrice

7.3.3 Sous-traitance :

Dans le cas où un entrepreneur sous-traiterait tout ou partie de l'exécution du contrat qu'il a conclu avec le Maître d'Ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du présent PGC, ainsi que si nécessaire, un document précisant les mesures d'organisation générale à retenir et pouvant avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Le sous-traitant dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la réception, du contrat signé par l'entrepreneur, pour établir son PPSS. Ce délai est ramené à 8 jours en cas de sous-traitance de travaux du second œuvre ou en V.R.D., les travaux à considérer comme tels.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>42</i>

Au cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de leur communiquer dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et de transmettre sur leur demande les PPSS établis par les autres sous-traitants.

N.B. : La sous-traitance est soumise à l'accord préalable du Maître d'Ouvrage

Le dossier d'agrément du sous-traitant comportera :

- Un dossier de présentation du sous-traitant (qualification, références, organisation),
- Copie du contrat de sous-traitance
- Une attestation du sous-traitant certifiant qu'il y a eu communication de ce PGC et qu'il en accepte les termes : Visite préalable, fourniture d'un PPSS, cantonnement, etc.
- Moyen permettant de contrôler son personnel.

7.3.4 Prêt de main d'oeuvre :

Le prêt de main d'œuvre entre entreprise est soumis aux conditions légales exprimées dans le code du travail,

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Le prêt de main d'Œuvre entre entreprises des secteurs du bâtiment et/ou des travaux publics est réservé aux entreprises qui, pour des conditions d'intempéries ou d'insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et de ce fait le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées au même problème météorologique.

Dans ce cas, l'entreprise « prêteuse » ne devra pas réaliser de profit sur cette opération.

Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes et les frais professionnels remboursés le cas échéant.

Le dossier du contrat de prêt devra être présenté au coordonnateur SPS en même temps que le PPSPS de l'entreprise utilisatrice.

Le dossier comportera au minimum les éléments suivants :

- noms, prénoms, qualifications, attestations médicales du personnel prêté.
- heures de présences et emploi sur le site.
- l'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

En cas de non-présentation de ce dossier, le Coordonnateur Santé Sécurité peut demander au Maître d'Ouvrage d'interdire l'intervention du personnel de l'entreprise « prêteuse », ainsi que de diffuser l'information à l'inspection du travail.

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	<i>43</i>

8 - VISA DE L'ENTREPRISE

ATTENTION

Une copie de cette page, signée et tamponnée, doit être jointe Avec l'offre de l'entreprise.

Visa de l'Entreprise

<i>ENTITE</i>	<i>DOCUMENT</i>	<i>N°</i>	<i>REV.</i>	<i>PAGE</i>
<i>CabreraSPS</i>	<i>PGC</i>	<i>000</i>	<i>0</i>	44

A.....,

Le.....,

Mention manuscrite « Lu et approuvé »

Nom du signataire,

Signature et cachet de l'Entreprise

Titulaire

Mandataire

Cotraitant

Sous-traitant

(Rayer les mentions inutiles)